

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 05 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAINEAU ENTREPRISE

ZI Les Blussières
16 rue Louis Lumière
85190 Aizenay

Références : D 24.0131
Code AIOT : 0006300752

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement TRAINEAU ENTREPRISE implanté La Gombretière 85190 Aizenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAINEAU ENTREPRISE
- La Gombretière 85190 Aizenay
- Code AIOT : 0006300752
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société traîneau est autorisée par un arrêté préfectoral en date du 11 août 2006 à exploiter une carrière à ciel ouvert de granit. Elle bénéficie également d'un arrêté complémentaire du 12 mars 2020 pour l'extension du périmètre de stockage des stériles, et d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 5 juillet 2023 pour l'extension des remblais d'inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Panneaux d'affichage	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès routier - propreté	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.1.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zone de stockages de matériaux commerciaux	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 1.5	Sans objet
5	Consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.2.2	Sans objet
7	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.7	Sans objet
9	Préparation des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.8.1	Sans objet


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle n'a pas montré de non-conformité majeure, mais nécessite des actions correctives de la part de l'exploitant concernant les sujets suivants :

- mise à jour d'un panneau d'affichage
- mise à jour du plan d'exploitation
- respect de la fréquence trimestrielle pour les analyses d'eau, avec transmission dans les meilleurs délais de l'analyse qui a été commandée au laboratoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Panneaux d'affichage


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.1.1
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : 3.1.1. Panneaux d'affichage Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : - son identité ; - la référence de l'autorisation préfectorale ; - l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral et ses documents annexes peuvent être consultés.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant les références de l'arrêté préfectoral en vigueur de 2006 au niveau de l'accès principal à la carrière. Toutefois, au niveau de la traversée de route entre les installations et la carrière, il existe un panneau indiquant l'ancien arrêté préfectoral de 1990.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le panneau informatif de la carrière situé au niveau de la traversée de route entre les installations de traitement et la carrière doit être mis à jour avec les références de l'arrêté préfectoral le plus récent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Accès routier - propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.1.4
Thème(s) : Autre, Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.1.4. Accès routier</p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les voies d'accès doivent être profilées et dimensionnées en conséquence.</p> <p>En particulier, un enrobé ou des matériaux permettant d'éviter les dépôts boues sur les voiries publiques sont mis en place sur les trente derniers mètres avant la sortie. Si cet aménagement s'avère insuffisant pour éviter les dépôts de boues ou de poussières sur les voies d'accès à la carrière relevant du domaine public, un dispositif de nettoyage des roues de camions est mis en place à la sortie de carrière.</p> <p>L'exploitant met en place avec les services chargés de la voirie des panneaux de signalisation adaptés (STOP à la sortie, vitesse limite, avertissements, etc.).</p> <p>Aucun camion chargé sortant du site ne doit être à l'origine d'envols de gravillons sur des voies publiques.</p> <p>En particulier, l'accès aux installations se fait depuis la RD 948 via une bretelle de sortie débouchant sur la route de la Gommifère. Tous les camions quittant le site de la carrière passent par un dispositif de nettoyage des roues.</p> <p>Les voies d'accès sont régulièrement nettoyées de manière à éviter tout apport de poussières et de boues sur la RD 948.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La sortie principale de la carrière dispose d'un système de nettoyage des roues au niveau du pont bascule.</p> <p>La sortie ainsi que la bretelle d'accès vers la RD 948 5 sont aménagées avec un enrobé routier. Toutefois, la distance entre cette sortie et cette bretelle est assez courte. Afin d'assurer le nettoyage de la sortie ainsi que de la bretelle, l'exploitant a passé un contrat avec un prestataire de service extérieur pour effectuer des balayages réguliers. Le contrat renouvelé le 16 janvier 2024 définit également un planning d'intervention minimale, ainsi que des jours de passage définis tout au long de l'année. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de dépôt important de boues sur les voiries extérieures mais une légère pellicule de poussières.</p> <p>Par ailleurs, l'entrée et la sortie de la carrière sont correctement signalés par des panneaux de signalisation.</p> <p>Ce constat ne fait pas l'objet de suite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zone de stockages de matériaux commerciaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2020, article 1.5
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 1.5. Zone de stockages de matériaux commerciaux (...) L'exploitant met en place une haie arbustive (ou protection visuelle végétale équivalente) le long de la RD 948 en limite de la parcelle ZA 5p prolongeant celle existante afin de réduire l'impact visuel des stocks depuis la RD 948. Son implantation doit avoir débutée sous un délai d'un an.
Constats : L'inspection a constaté la mise en place d'une haie arbustive en prolongation de la haie existante. Toutefois la taille actuelle des arbres ne permet pas encore un masquage visuel efficace.  Cette haie étant en place, ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.5
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 3.5. Plan d'exploitation Un plan à une échelle n'excédant pas les 1/2500 ^{ème} doit être en permanence disponible sur la carrière. Sur ce plan sont reportées les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les parois et les fronts de taille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, exprimées en m NGF ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'Article 3.3. ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant nous a présenté un plan topographique daté du 6 février 2024 d'une partie de la carrière. Le plan transmis est actuellement tronqué, il manque en particulier la zone Est de la carrière. Ce

plan ne mentionne pas non plus ni les installations de traitement des matériaux, ni les zones de stockage des stériles d'exploitation.

L'exploitant doit s'assurer de disposer d'un plan complet répondant à son arrêté préfectoral. Ce constat nécessite une action corrective de la part de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

4.2.2. Consommation de l'eau

L'eau du réseau public est utilisée uniquement pour les besoins sanitaires.

Les eaux d'exhaure et de ruissellement, après décantation, doivent servir d'appoint pour :

- le lavage des matériaux et engins,
- le système de dépoussiérage,
- les besoins d'arrosage spécifiques.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.

Le lavage des matériaux doit se faire en circuit fermé ; seul l'appoint en eau est autorisé en privilégiant

l'utilisation d'eau pluviale recueillie sur le site (bassins ou eaux d'exhaure).

(...)

Constats :

L'inspection a constaté sur le site un bassin d'eau d'exhaure au fond de carrière, un bassin d'eau claire avant rejet destiné et un bassin d'eau recyclée destiné au lavage des matériaux.

Ce dernier bassin est alimenté par un point d'eau.

Selon les éléments vus en visite et donnés par l'exploitant, les usages de l'eau sont les suivants :

- arrosage des pistes et des stocks ;
- lavage de certains matériaux commercialisés ;
- nettoyage des engins et laveur de roue ;
- unité GRH (mélange de graves recomposées humidifiées). Cette dernière unité est alimentée par un bypass au niveau du laveur de roue.

L'inspection constate que l'arrêté préfectoral ne mentionne pas cette dernière unité GRH.

Ce constat est toutefois jugé comme étant conforme, mais l'inspection demande à l'exploitant des précisions sur les quantités d'eau utilisées par poste d'utilisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant des précisions sur les volumes d'eau utilisés par usages.

Il fournit également des informations techniques concernant l'unité GRH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

4.4.2. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Les eaux d'exhaure et de ruissellement de la zone d'extraction s'accumulent dans un puisard placé au point bas du gradin inférieur, puis sont relevées par pompage et envoyées vers un bassin de décantation (surface minimale de 1250 m²) avant rejet par surverse dans un fossé longeant les bassins de décantation puis un busage présent sous la voie communale et enfin au milieu naturel.

Les eaux décantées doivent servir d'appoint pour le lavage des matériaux, le lavage des engins ou les besoins d'arrosage spécifiques.

Les eaux de ruissellement des parcelles les plus à l'ouest du site, après réalisation des travaux de découverte de ces terrains, rejoignent un fossé creusé à la base du tas de stérile, puis un second bassin de décantation (surface minimale de 20 m²) creusé à l'angle sud-ouest de la zone d'exploitation, avant leur rejet par surverse au milieu naturel.

Un espace tampon de 10 mètres minimum est maintenu entre le tas de stériles et le ruisseau de la Boëre, afin d'éviter la chute des matériaux et une augmentation de la charge en MES dans le cours d'eau.

Les eaux de ruissellement de la zone technique transitent par un bassin de décantation avant rejet au milieu naturel.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Le rejet s'effectue dans le ruisseau de la Boëre.

Un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué à tous les points de rejet par exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyse à un laboratoire agréé. Les paramètres

PH, température, MEST, DCO, hydrocarbures totaux sont analysés.

Les volumes d'eaux d'exhaure relevés par pompage sont mesurés et consignés mensuellement dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses d'eau effectuées par le laboratoire Eurofins en date du 18 décembre 2022. les prélèvements ont eu lieu en sortie du bassin de décantation et au niveau du fossé extérieur servant également de décantation (le point de prélèvement dans le fossé faisait suite à une demande l'OFB lors d'une précédente visite).

Les résultats d'analyses s'avèrent conformes à l'arrêté préfectoral.

Toutefois l'inspection note que cette analyse date de fin 2022 et qu'aucune analyse n'a été présentée pour l'année 2023. La fréquence d'analyses semestrielles n'est donc pas respectée.

Dans un message du 7 février 2024, le laboratoire Eurofins confirme la demande de l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne d'analyses. L'inspection a bien rappelé à l'exploitant son obligation d'effectuer des analyses semestrielles. Bien que la fréquence de mesure soit non conforme, la confirmation de cette commande ne déclenche pas une proposition de mise en demeure mais elle nécessite une action corrective de la part de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le résultat de la première campagne d'analyse 2024 sur ses deux points de rejet (sortie du bassin de décantation, et fossé extérieur de décantation).

Il doit également confirmer la prise en compte de la fréquence semestrielle pour ses analyses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Article 19.6.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

(...)

Constats :

L'exploitant justifie d'une campagne trimestrielle de mesures des retombées de poussière autour de sa carrière pour l'année 2023.

Ces campagnes s'appuient sur une jauge témoin et deux jauges de mesure. Les résultats transmis ne montrent pas de valeurs élevées en retombée de poussières. La valeur la plus élevée mesurée est de 280.7 mg/m²/jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Article 4.7 - Bruit NIVEAUX ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB(A) Toute limite de propriété de 7h à 22h : 70 de 22h à 7h : 60 Une surveillance des émissions acoustiques en regard des zones habitées est réalisée une fois par an.
Constats : L'exploitant a réalisé le 2 octobre 2023 trois mesures de bruit au sein de ses installations et au niveau des deux villages voisins (Beauchamp et la Gombretièrre). Aucune mesure de bruit n'excède le seuil de 70 décibels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mieux préciser sur un plan le positionnement des mesures de bruit. Il rappelle également que des mesures doivent être également effectuées en limite de son périmètre autorisé en direction des zones habitées les plus proches.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Préparation des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosifs
Prescription contrôlée : Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs. Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille. En particulier, l'ensemble des mesures proposées par TITANOBEL dans son document transmis après la visite du 22 octobre 2021 qui ont fait l'objet de la tierce-expertise du 20 janvier 2022 sont mises en œuvre et notamment : <ul style="list-style-type: none"> > L'épaisseur de roche face à chaque forage est d'au minimum 4 mètres. Cette épaisseur est contrôlée dans toutes les directions vers les faces libres, avec au minimum un profil à 45° et 90° de l'axe du forage ; > En présence de zone faillée naturellement ou par un tir précédent, une adaptation du plan de charge du tir est réalisée avec mise en œuvre d'un explosif encartouché avant réalisation des opérations d'implantation des forages ; > Une purge systématique et complète du front à abattre en partie supérieure et inférieure est réalisée ; > Pour les profils complémentaires sur les forages présentant plusieurs surfaces libres, réalisation de mesures de contrôles des épaisseurs de forage après foration par des moyens adaptés de type sonde TEPEX ou équivalent (DIADEME...) ; > Initiation du tir à partir d'un trou ne présentant pas de surface libre en direction du Nord-Est (hameau de la Gombretièrre) ; > Lors de ces mesures, inspection du pied du front de taille pour identifier la présence de zones faillées et adapter si nécessaire le plan de chargement en conséquence ; > Adaptation du plan de tir actuel (foration en diamètre 110 mm) sur les bases suivantes :

+ si l'épaisseur de roche est comprise entre 3.3 et 2.5 m (soit entre 30 fois le diamètre de foration utilisé sur le site - 110 mm - et 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm), réduction de la charge explosive par remplacement de l'explosif vrac par de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm,

+ si la banquette est inférieure à 2.5 m (soit inférieure à 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm) ou si des zones faillées sont constatées visuellement sur le front de taille ou lors de foration, suppression complète des explosifs dans ces zones.

La charge d'explosifs introduite dans les trous de mine est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges instantanées d'explosifs..) pour éviter toute projection de pierres à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

Toutes dispositions sont prises (recouvrement des cordeaux détonants, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant de justifier la mise en œuvre de ces dispositions.

Constats :

L'inspection a examiné le plan de tir effectué le 26 janvier 2024. Ce contrôle porte les conditions d'implantation du tir, et les phases de vérification associé, pour l'abattage d'un gradin présentant un angle de retour.

Pour ce tir, l'exploitant a justifié des contrôles prévus par son arrêté préfectoral à savoir un contrôle d'épaisseur de la face libre latérale d'un gradin.

Il a mis en place l'adaptation prévue par son arrêté préfectoral. Avec une foration en diamètre 102, tous les trous dans l'épaisseur atteignent au moins 3 mètres (30 fois le diamètre) et ont reçu l'explosif adapté (en vrac).

Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite